

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 5 septembre 2016

Direction des finances

9 2016.RRGR.98 Motion 028-2016 Köpfli (Berne, pvl) Vente de Bedag Informatique SA

N° de l'intervention:	028-2016
Type d'intervention:	Motion
N° d'affaire:	2016.RRGR.98
Déposée le:	26.01.2016
Déposée par:	Köpfli (Berne, pvl) (porte-parole) Bhend (Steffisbourg, PS)
Cosignataires:	9
N° d'ACE:	712/2016 du 15 juin 2016
Direction:	FIN

Vente de Bedag Informatique SA

Le Conseil-exécutif est chargé

1. d'engager des démarches pour vendre Bedag Informatique SA ;
2. d'abroger la loi sur la société anonyme Bedag Informatique (loi sur la Bedag, LBI).

Développement :

Le canton de Berne est l'unique actionnaire de la Bedag Informatique SA, qui fournit des services d'exploitation et de développement au canton de Berne et les propose également sur le marché.

L'audit de l'informatique mené par le groupe AWK en 2014 constate que le développement des applications est certes un secteur d'activité solide de Bedag, mais que l'administration pourrait tout aussi bien trouver sur le marché des services parfaitement adaptés à ses besoins spécifiques. Les économies d'échelle sont insignifiantes et les synergies entre exploitation et développement sont aujourd'hui négligeables.

Unique actionnaire de Bedag, le canton fait ainsi directement concurrence aux entreprises privées actives dans le secteur du développement des applications informatiques. Du point de vue de la gestion, il est compréhensible que Bedag recherche d'autres clients que le canton. L'audit AWK dit d'ailleurs que Bedag doit impérativement conserver une certaine taille si elle veut préserver et même développer son chiffre d'affaires et qu'il faut lui donner la liberté de diversifier sa clientèle. AWK pointe le doigt sur le problème majeur de Bedag : le canton de Berne est son principal client, mais elle doit quand même rester intéressante pour pouvoir attirer d'autres clients.

Quand il ouvre une procédure d'adjudication de services TIC, le canton est tiraillé entre la tentation de privilégier sa propre société de services informatiques et la nécessité de respecter les critères d'adjudication.

Ce conflit entre la défense des intérêts de Bedag et les principes de la politique économique du canton est aujourd'hui insoluble. L'Etat est lié d'une part par le principe selon lequel il ne peut pas concurrencer les entreprises privées. Il doit d'autre part s'assurer que les besoins et les exigences des utilisateurs et utilisatrices de services informatiques soient satisfaits du mieux possible, indépendamment des possibilités du fournisseur.

On affirmait autrefois que le fait, pour le canton, de disposer de sa propre grappe de serveurs offre de meilleures garanties de sécurité. Cet argument est aujourd'hui remis en question du fait des progrès technologiques et du développement de l'informatique en nuage. Cela ne pose plus aucun problème aujourd'hui de stocker des données sur un serveur étranger du fait que les données sont cryptées et que les liaisons sont assurées par VPN. Même les banques utilisent aujourd'hui cette technologie. Comment trouver meilleure preuve de la sécurité que présentent ces solutions !

La vente de Bedag est le seul moyen pour l'entreprise de se développer au mieux sur le marché et pour le canton de gagner en indépendance concernant l'acquisition des services informatiques.

Réponse du Conseil-exécutif

Bedag fournit à l'administration du canton de Berne de nombreuses prestations qui sont garanties par des contrats à long terme et avec lesquelles elle réalise 54 pour cent de son chiffre d'affaires. Elle exploite en particulier de gros systèmes informatiques dans les domaines de la taxation et de la perception des impôts, de la gestion des finances cantonales, du personnel et des salaires, du trafic routier, du registre foncier et de l'information géographique, qui sont absolument vitaux pour le canton de Berne. La maintenance et le perfectionnement de certains de ces systèmes sont aussi assurés par le domaine Développement des logiciels de Bedag. Si la disponibilité de ces systèmes stratégiques ou des prestations informatiques de base pour le personnel cantonal, qui sont également fournies par Bedag, n'était pas garantie, cela aurait des conséquences majeures pour l'administration cantonale et toute une pléiade d'acteurs rattachés à celle-ci, comme par exemple les tribunaux, contribuables, administrateurs de biens, notaires, automobilistes, garagistes ou encore géomètres.

Le canton de Berne est l'unique propriétaire de Bedag. Les motionnaires exigent la vente de cette société. Cette mesure constituerait une perte aux répercussions considérables pour l'administration cantonale : d'une part, Bedag et l'administration travaillent en étroite collaboration au quotidien pour assurer le déroulement des processus administratifs et l'exécution des tâches publiques, dans le cadre de processus de coopération très élaborés ; d'autre part, l'emploi massif de l'informatique pour assister l'exécution des tâches publiques est une condition essentielle pour que l'administration puisse accomplir sa mission sans encombre. En cas de vente de Bedag, il faudrait garantir ces modèles de coopération opérationnels ou, si le nouveau propriétaire ne souhaitait plus fournir ces prestations, les recréer avec d'autres entreprises ; de plus, si Bedag était vendue, le canton de Berne perdrait ses possibilités d'intervention actuelles, puisqu'il ne pourrait plus piloter l'entreprise au moyen de sa stratégie du propriétaire et de la désignation du conseil d'administration – or cette proximité du propriétaire, à la fois institutionnelle et géographique, a fait ses preuves par le passé et explique en partie la grande fiabilité des systèmes informatiques exploités. Ou alors il faudrait envisager, en cas de vente, de créer des centres de calcul dans l'administration cantonale.

La décision éventuelle de vendre une partie ou la totalité de Bedag revêt donc une grande importance pour le canton. Pour le Conseil-exécutif, une telle décision doit impérativement reposer sur des bases solides. Cela implique notamment de réaliser, avec le concours d'experts indépendants, non seulement une analyse des points forts et des faiblesses du modèle actuel de coopération entre l'administration cantonale et Bedag, mais aussi une analyse détaillée des risques exposant et évaluant, à l'intention des organes de décision, les atouts et les risques que présenterait une vente pour l'administration cantonale, la société Bedag et tous les acteurs associés à celle-ci. Le Conseil-exécutif considère en effet que décider de vendre Bedag sur la simple base d'une motion adoptée par le Grand Conseil constituerait, au vu des développements qui précèdent, une manière de procéder insuffisamment fondée et donc inenvisageable. Il est néanmoins disposé à adopter la présente intervention sous forme de postulat et à faire élaborer les bases de décision évoquées plus haut, avec le concours d'experts indépendants, dans le cadre des travaux de révision de la stratégie de propriétaire du canton vis-à-vis de Bedag qui ont débuté tout récemment. Si le Conseil-exécutif parvient à la conclusion, dans le cadre de sa stratégie de propriétaire, qu'il faudrait abandonner la participation à Bedag, il présentera au Grand Conseil une modification en ce sens de la loi sur la société anonyme Bedag Informatique (LBI ; RSB 152.031.2). Cette loi prévoit en effet, à l'article 5, alinéa 2, que la cession de la majorité des voix ou du capital dont dispose le canton nécessite l'approbation du Grand Conseil. La Commission des finances et la Commission de gestion peuvent s'enquérir des travaux en cours relatifs à la stratégie du propriétaire concernant Bedag dans le cadre de leur dialogue informatique annuel désormais institutionnalisé avec le Conseil-exécutif.

Cette manière de procéder semble appropriée au Conseil-exécutif, compte tenu non seulement de l'importance que revêt Bedag pour l'administration cantonale et l'accomplissement de ses tâches quotidiennes, mais aussi parce qu'il s'est révélé utile, pour prendre des décisions dans le cadre du projet de réorganisation de l'informatique dans l'administration cantonale IT@BE, de la stratégie fiscale ou du plan d'assainissement lié à l'examen des offres et des structures (EOS 2014), de réaliser avec le concours d'experts indépendants un état des lieux détaillé exposant tous les arguments, faits et données pertinents avant de se prononcer sur la suite de la procédure. Le Conseil-exécutif souhaite donc recommander au Grand Conseil d'adopter aussi cette manière de

procéder dans la présente affaire et propose que la présente motion soit adoptée sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Ich begrüsse Frau Regierungspräsidentin und Finanzdirektorin Simon. Der Motionär steht bereits vorne in den Startlöchern. Wir führen eine freie Debatte.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wie der Titel der Motion sagt, verlange ich zusammen mit Patric Bhend den Verkauf der Bedag Informatik AG. Welches ist der Grundgedanke dieser Motion? Unser Grundgedanke ist, dass es nicht Aufgabe des Kantons sei, private Firmen in funktionierenden Märkten zu konkurrenzieren. Bei der Bedag ist das aus unserer Sicht der Fall. Der Kanton Bern als Alleinaktionär der Bedag konkurrenziert heute ganz direkt private Unternehmungen, beispielsweise auf dem Markt der Applikationsentwicklung, aber auch bei Serverlösungen. Es kommt aber noch ein zweites Problem hinzu, das aus unserer Sicht mindestens ebenso stossend ist. Es ist nämlich so, dass der Kanton Bern nicht nur Besitzer ist und auf dem freien Markt agiert. Vielmehr ist er gleichzeitig auch noch der wichtigste Kunde der Bedag. Über 50 Prozent der Aufträge der Bedag gehen an den Kanton Bern. Der Kanton Bern steht also bei Ausschreibungen, die er durchführt, eigentlich in einem Konflikt: Einerseits ist er Eigentümer einer Firma, die solche Angebote macht, gleichzeitig sollte er aber unabhängig ausschreiben, damit möglichst die beste und kostengünstigste Lösung den Zuschlag erhält. Das ist ein Interessenskonflikt, der aus unserer Sicht kaum zu lösen ist. Es gibt auch Indizien dafür, dass dies tatsächlich nicht gut funktioniert. Gerade Anfang des Jahres hat der Kanton Bern einen Auftrag über zwei mal 37 Mio. Franken, also total 74 Mio. Franken, ohne Ausschreibung an die Bedag vergeben. Diese freihändige Vergabe wurde damit begründet, es handle sich um Ergänzungsleistungen oder eigentlich um eine Vertragsverlängerung. Zudem sei – ich zitiere – eine relativ alte Eigenentwicklung im Spiel, mit einer Reihe von komplexen gegenseitigen Abhängigkeiten. Ich bezweifle nicht, dass dies wahrscheinlich rechtmässig abgelaufen ist. Das ist wahrscheinlich so. Es ist aber einfach ganz klar, dass gerade diese Abhängigkeiten, die sich hier gezeigt haben, nicht von der Hand zu weisen sind. Darin liegt ein Interesse, dagegen besteht kaum ein Interesse seitens des Kantons, zu einem alternativen Anbieter zu wechseln. Man möchte vielmehr eben bei der Bedag bleiben, wodurch man ja dann auch wieder schöne Dividenden oder eine schöne Rendite erhält. Es gibt einfach kaum einen Anreiz für den Kanton Bern, andere Anbieter zu berücksichtigen. Aus diesem Grund bin ich fest davon überzeugt, die einzige Lösung sei, dass man die Bedag verkauft. Die Bedag kann dann weiter auf dem freien Markt tätig sein und selbstverständlich auch weiterhin an Ausschreibungen des Kantons Bern teilnehmen.

Nun zu den Argumenten des Regierungsrats gegen die Motion. Ich stelle vorerst einmal allgemein fest: Im Gegensatz zum vorangegangenen Vorstoss, den er als Postulat entgegengenommen hat, und bei dem ich auch bereit war, zu wandeln, werden hier eigentlich vor allem die Probleme aufgezeigt. Aus der Antwort wird kaum der Wille ersichtlich, tatsächlich etwas zu tun. Das war beim vorangegangenen Vorstoss anders, deshalb habe ich dort das Angebot der Regierung angenommen, und deshalb bin ich hier nicht so ohne weiteres bereit, zu wandeln. Der Regierungsrat argumentiert, die Bedag nehme wichtige Funktionen wahr im Kanton Bern, und bei einem Verkauf müsste gewährleistet sein, dass eben beispielsweise alle Aufgaben dieser Rechenzentren weiterhin erfüllt werden könnten. Das ist selbstverständlich richtig. Aber es gibt heute viele technologische Möglichkeiten. Wir haben in unserem Vorstoss über die Cloud-Lösungen gesprochen. Auch Private können Daten extern sicher lagern oder Applikationen entwickeln. Auch in der Privatwirtschaft setzen Firmen mit hochsensiblen Daten im Bereich Banking oder Versicherungen auf externe Serverlösungen, und es gibt keinen Grund, weshalb der Kanton Bern dies nicht auch tun könnte. Und überhaupt: Wenn man denn die absolute Kontrolle über die Daten haben will, müsste man konsequent sein. Die Bedag ist nämlich eine Aktiengesellschaft. Wenn man also der Meinung ist, man müsse die absolute Kontrolle haben, müsste man konsequent sein und denjenigen Teil der Daten, den man absolut sicher nur bei sich haben will, intern lagern. Bei den allermeisten Daten wäre das aber nicht notwendig. Es ist zudem so, dass es in den vergangenen Jahren bei der Bedag auch schon zu technischen Zwischenfällen gekommen ist. Die Bedag ist da nicht sicherer oder weniger sicher als eine privatrechtliche Aktiengesellschaft.

Nun aber zum Vorgehen. Vor allem hier verstehe ich den Regierungsrat nicht. Es ist ja nicht so, dass wenn heute diese Motion angenommen wird, die Bedag morgen verkauft wäre. Der Regierungsrat sagt selber richtig, dass es sowohl für die Abtretung des Kapitals, also der Bedag, wie auch für die Aufhebung des Gesetzes einen gesonderten Grossratsbeschluss braucht. Und darum ist es wichtig, dass wir dem Regierungsrat jetzt einen verbindlichen Auftrag geben, die Bedag zu verkaufen. Dann wird eine Vorlage vorbereitet, bei der alle Fakten auf dem Tisch liegen, und über diese können wir dann befinden. Bei einem Postulat besteht einfach das Risiko, dass es einen Bericht gibt, und am Ende gar nie alle Fakten darüber auf den Tisch gelegt werden, welche Folgen ein solcher Verkauf hätte. Ich bitte Sie daher, diesen Auftrag jetzt verbindlich zu geben, damit wir hier im Rat bald in Kenntnis aller Fakten über diesen Verkauf beschliessen können. Ich danke für die Unterstützung als Motion.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die Bedag ist eine hundertprozentige Tochter des Kantons. Während des Aufbaus der Informatik im Kanton Bern leistete die Bedag wertvolle Unterstützung. Die Bedag agiert aber auch im freien Markt, ist unabhängig, und der Kanton redet ihr beim operativen Geschäft nicht drein. Fast die Hälfte der Aufträge werden extern vergeben, das haben Sie vom Motionär gehört. 46 Prozent sind externe Aufträge, 54 Prozent sind Aufträge des Kantons. Ich denke, bei einem Verkauf würde sich das wohl auch nicht gross ändern. Oder zumindest müsste es sich nicht zwingend ändern. Andererseits vergibt der Kanton aber auch Aufträge freihändig nach dem Submissionsgesetz. Zumindest bei neuen Aufträgen ist dies der Fall; sie werden ausgeschrieben. Logischerweise macht es aber bei Anschlussaufträgen Sinn, dass die Firma, welche die Grundausrüstung gemacht hat, nachher auch den weiteren Ausbau übernimmt. Ich glaube, das ist legitim und verstösst auch nicht gegen das Submissionsgesetz. Das macht auch jede private Firma so, wenn sie Geschäftsbeziehungen mit einem Partner hat, der gute Arbeit liefert. Am Markt ist die Bedag einer von zahlreichen Anbietern auf diesem Gebiet. Aber sie hat grosse Vorteile, weil sie über einen Know-how-Vorsprung verfügt, und das kommt zweifellos auch dem Kanton zugute. Der Kanton hat keinen Einfluss auf die operative Tätigkeit. Dort ist die Bedag frei, wie und bei wem sie sich bewirbt. Sie kann sich am Markt genauso gut bei Privaten bewerben. Sie ist ein sehr verlässlicher Partner, und ausgesprochen wichtig ist dabei die hohe Sicherheit; namentlich die Datensicherheit. Ich darf daran erinnern, dass die Bedag auch die Steuerdaten von uns allen verwaltet. Und wenn man das berücksichtigt, so zählt eben die Datensicherheit schon als wesentlicher Faktor. Mir ist lieber, dass diese Daten bei der Bedag sind, als dass sie irgendwo in einer Cloud oder in Indien oder Californien verwaltet werden.

Wir sind damit einverstanden, dass Vor- und Nachteile, Chancen und Risiken abgewogen werden, und man dies einmal in Form eines Postulats prüft. Dabei dürfen nicht ausschliesslich nur die Kosten im Vordergrund stehen. Die Datensicherheit, die generelle Sicherheit, ist für uns ein wichtiger Aspekt. Die BDP steht klar dafür ein, dass die Sicherheit in jedem Fall gewährleistet ist, und nicht einfach rein wirtschaftliche Überlegungen im Vordergrund stehen. Das Postulat ist für uns das höchste der Gefühle. Eine grosse Mehrheit unterstützt ein Postulat, eine Motion würde von der BDP einstimmig abgelehnt.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Frage der Privatisierung beziehungsweise dem Verkauf der Beteiligung an der Bedag ist nicht ganz neu. Vielleicht erinnern Sie sich an das Buch von Professor Leu über kantonale und kommunale Privatisierungen aus dem Jahr 1993, in dem eine vollständige Privatisierung aus Wettbewerbs- und ordnungspolitischer Sicht als wünschbar bezeichnet wurde. Wir haben auch hier im Rat bereits darüber gesprochen. Aus dieser Sicht ist das nicht gerade die neuste Idee der Grünliberalen. Es gab nämlich schon in den Jahren 2006 und 2007 FDP-Motionen zu diesem Thema. Die Regierung betont die Tragweite eines solchen Entscheids und die Konsequenzen, die ein allfälliger Verlust der Verfügbarkeit von strategischen Informatiksystemen im Bereich Steuern, Finanzen, Personal, Strassenverkehr usw. hätte. Diese Einwände sind grundsätzlich mindestens dahingehend ernst zu nehmen, als dass der Verkauf der Bedag nicht überstürzt erfolgen sollte. Wir unterstützen deshalb den Vorschlag eines stufenweisen Vorgehens. Dementsprechend ist dem Grossen Rat als Entscheidungsgrundlage möglichst rasch ein Bericht vorzulegen, der durch unabhängige Experten erarbeitet wird. Das wird ja in der Antwort der Regierung auch so geschrieben. Ich hoffe, das sei dann auch wirklich so. Als FiKo-Mitglied würde ich es sogar begrüssen, wenn diese Expertinnen oder Experten im Dialog mit der FiKo ausgewählt würden. Dieser Bericht soll aufzeigen, wie, unter welchen Bedingungen und in welcher Zeit eine solche Privatisierung vollzogen werden könnte. Ein Verkauf der Bedag Informatik wäre weder für

die Unternehmung noch für den Kanton per se schlecht. Er wäre böte im Gegenteil Chancen: Die Unternehmung würde auf dem Markt grösstmögliche Entwicklungsmöglichkeiten erhalten, und der Kanton könnte durch mehr Unabhängigkeit beim Bezug von IT-Dienstleistungen vielleicht einmal etwas noch günstiger erhalten. Übrigens noch zur Datensicherheit, da teilweise angeführt, wurde, wovor man dort Angst hat. Das ist ganz sicher nicht eine Frage der Eigentümerschaft der Aktien. Das hat damit überhaupt nichts zu tun. Datensicherheit ist eine Frage der Prozesse und der Integrität der Mitarbeiter. Und das können private, aber auch staatliche Institutionen im selben Ausmass regeln. Die FDP befürwortet ein Postulat.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Das ist für unsere Fraktion kein strategisches Geschäft. Ein strategisches Geschäft wäre es, wenn man darüber diskutieren würde, ob der Kanton Bern überhaupt Aktiengesellschaften haben soll oder nicht. Ich erinnere Sie daran, dass wir hier gerade kürzlich in der Psychiatrie Aktiengesellschaften gebildet haben. Wir haben auch den Sündenfall begangen, die regionalen Spitalzentren in Aktiengesellschaften auszulagern. Ich glaube, das hat sich nicht bewährt. Das hat inzwischen jeder hier im Rat gemerkt. Man müsste also diskutieren: Aktiengesellschaften, ja oder nein? Das wäre klüger, als hier über ein Exempel, die Bedag, zu diskutieren.

Nun geht es aber nur um die Bedag. Sie wurde 2002 vom Grossen Rat von einer öffentlichen Anstalt in eine AG umgewandelt, damit sie sich besser am Markt ausrichten konnte. Es wäre damals auch denkbar gewesen – ich glaube, mein Vorredner hat das auch gesagt, – dass man die ganzen Informatikdienstleistungen wieder in den Kanton zurücknimmt. Aber das wollte man offensichtlich nicht. Man wollte, dass dort eine gewisse Unabhängigkeit besteht und vor allem, dass Entwicklungsmöglichkeiten vorhanden sind. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kam nach eingehender Beratung zum Schluss, weder eine Motion noch ein Postulat zu empfehlen. Die Motion erhielt null Stimmen, obwohl einer der Motionäre aus meiner Fraktion kommt. Er war an diesem Nachmittag halt nicht anwesend. (Heiterkeit) Weshalb wollen wir die Bedag nicht verkaufen? Die Bedag hat ein Aktienkapital von nur 10 Mio. Franken. Mir ist schon klar, wenn man die Bedag verkaufen würde, so gäbe es wohl ein paar «Fränkli» mehr als nur die 10 Mio. Franken Aktienkapital. Aber ich erinnere auch daran, dass die Bedag jedes Jahr fast 10 Mio. Franken Gewinn abliefern. Wenn wir sie verkaufen, dann ist der Schuldenberg unwesentlich kleiner; das merkt niemand. Aber die 10 Mio. Franken Einnahmen fehlen dann jedes Jahr, und das geht für mich irgendwie nicht auf. Wenn beim Kanton Bern einmal etwas rentiert, dann muss man es doch behalten! Das sind zwar etwas kapitalistische Ideen, aus meinem Mund vielleicht nicht unbedingt so üblich. Nochmals: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen, weder einer Motion noch einem Postulat zuzustimmen und die Bedag noch eine Weile zu behalten.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Es wurde schon viel gesagt, eigentlich schon fast alles. Wir denken, eine eigene Informatik habe sicher Vor- und Nachteile. Die EDU ist aber der Meinung, es sei nicht Kernaufgabe des Kantons, eine eigene Informatik AG zu betreiben. Deshalb werden wir der Motion zustimmen.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Es ist wohl nicht so schwierig zu erraten, wofür ich plädiere. Grundsätzlich heisst es bei Spardebatten immer, es brauche Aufgaben- und Strukturüberprüfungen, dort sollte man hinschauen. Ich bin relativ klar der Meinung, es sei nicht Aufgabe des Kantons, Geld zu verdienen. Vielmehr hat er dafür zu sorgen, dass wir eine gute soziale Wohlfahrt haben, ein vernünftiges Infrastrukturnetz, damit wir uns bewegen können, und eine hohe Versorgungssicherheit. Und damit hat es sich nämlich bereits. Das kann man auf ein paar wenige Gedanken herunterbrechen. Zum Argument der Sicherheit. Ich bin froh, hat Kollega Haas dies angesprochen. Es gibt in Europa drei Rechenzentren mit einem Level Tier 4. Das ist derzeit die höchste Sicherheitsstufe, die ein Rechenzentrum haben kann. Die Bedag kratzt mit ihren Rechenzentren gerade so knapp an der Tier-3-Grenze. Die Banken vertrauen vollumfänglich auf das einzige Level-Tier-4-Rechenzentrum, dass wir in der Schweiz haben: Das xDC, welches draussen im Wankdorf steht. Das mit der Datensicherheit ist also absoluter Quatsch. Das ist null Argument dafür, ob die Bedag beim Kanton bleiben soll oder nicht. Die Sicherheit von IT ist wichtig, da bin ich mit Ihnen einig. Noch viel wichtiger ist für mich ein gutes Projektmanagement. Und nun ziehe ich dorthin, wo meiner Meinung nach der Kanton eigentlich seine Aufgabe wahrnehmen sollte, nämlich beim KAIO. Das KAIO sollte ein gutes, schlankes, «seces» Projektmanagement mit einer guten Kostenkontrolle führen, und dazu die Leistungen in den IT-Projekten zu erbringen, das

können Sie getrost der Privatwirtschaft überlassen. Ich bin doch etwas erstaunt, dass es nun plötzlich von den sogenannten bürgerlichen oder liberalen Kreisen heisst: Nun, man muss dann schon zuerst schauen, ich bin da schon nicht so ganz sicher. – Ich wäre gespannt, wenn man schauen würde, wo dort Verknüpfungen in die Verwaltungsräte oder was auch immer bestehen. Ich bitte Sie wirklich, hier im Kanton Bern einmal für ein gutes, unternehmerfreundliches Klima zu sorgen und die Konkurrenzierung, die der Kanton Bern immer wieder macht, ein für alle Mal abzustellen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion ist mit dem Regierungsrat einverstanden. Auch wir wollen keine Schnellschüsse. Auch wir wollen, dass man sorgfältig überlegt, ob man die Bedag verkaufen will oder nicht. Im Moment ist der Kanton bekanntlich dabei, eine neue Informatikstrategie zu implementieren. Im Zuge dieser neuen Strategie wird sich die Rolle der Bedag auch verändern, wie dies der Regierungsrat beschreibt. Die Grundversorgung, die der Regierungsrat erwähnt, wird in den nächsten Jahren stark umgebaut. Das ist der Schwerpunkt dieser neuen Strategie. Heutige Applikationen werden abgelöst, es wird Ausschreibungen geben, in denen die Bedag ein Player unter vielen sein wird. Also wird sich auch die Zusammenarbeit der Kantonsverwaltung mit der Bedag verändern. Wir erwarten also, dass sich der Regierungsrat jetzt an die Arbeit macht, sich eine Eigentümerstrategie in Zusammenhang mit der Informatikstrategie überlegt, und sich dann im Zuge dieser Arbeiten überlegt, ob er die Bedag verkaufen will oder nicht. Bei diesem Entscheid geht es nicht nur darum, ob die Entwicklung von Applikationen wirklich eine Staatsaufgabe ist. Es geht auch darum, ob die Kantonsverwaltung mit einer eigenen Informatikfirma in gewissen Bereichen günstiger fährt, als wenn er sie verkauft. Wir finden es wichtig, dass der Kanton diese Frage mit unabhängigen Experten sorgfältig prüft. Die EVP wird einem Postulat zustimmen. Eine Motion lehnen wir mehrheitlich ab.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Die grosse Mehrheit unserer Fraktion ist gegen einen Hüftschuss, und wir werden die Motion sicher ablehnen. Eine grosse Mehrheit ist aber auch der Meinung, dass zunächst ein vertiefter Bericht mit Vor- und Nachteilen und den Empfehlungen von unabhängigen Experten vorliegen muss. Bevor ein so wichtiger Entscheid gefällt werden kann, müssen alle Fakten auf den Tisch gelegt werden. Immerhin erbringt ja die Bedag 54 Prozent ihrer Dienstleistungen für den Kanton. Dabei handelt es sich um strategische Softwarelösungen, aber auch um alltägliche ICT-Grundleistungen. Die sensiblen Bereiche müssten künftig verwaltungsintern geleistet werden. Zudem darf man nicht vergessen, dass die Bedag auch für Gerichte, für uns Steuerzahlerinnen und -zahler, wie auch für Garagen Dienstleistungen anbietet. Der Verkauf der Bedag-Aktien würde wohl kaum einen höheren Nutzen für den Kanton Bern bringen. Im Gegenteil: Weshalb sollte eigentlich ein gut funktionierender Betrieb zerschlagen werden? Mit der Eigentümerstrategie kann der Kanton für strategische Aufgaben direkt auf die Bedag einwirken. Im Moment besteht kein dringender Handlungsbedarf. Dies insbesondere, da noch ganz viele Fragen offen sind, und vor allem Fragen der Sicherheit geklärt werden müssen. Ich wiederhole: die grüne Fraktion wird ein Postulat annehmen, nicht aber eine Motion.

Le président. Die Anmeldung wäre nun offen für Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher, doch zuvor hören wir noch den Sprecher der SVP-Fraktion.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Die SVP-Fraktion wird einem Postulat zustimmen, sie lehnt jedoch eine Motion grossmehrheitlich ab. Ich glaube, die Argumente wurden alle genannt, ausser einem. Wenn wir nun hier mit einer Motion den Verkauf der Bedag beschliessen, wie will sich dann diese Bedag am Markt verkaufen, wenn bereits feststeht, dass sie verkauft werden muss? Wenn Sie wissen, dass etwas veräussert wird, dann bieten Sie wahrscheinlich nicht ganz denselben Preis an, wie bei etwas, das noch gefragt ist. Und hier bei uns dürfte die Bedag noch gefragt sein: Matthias Burkhalter hat es richtig gesagt. Da sie als gute Nebenwirkung 10 Mio. Franken abwirft, tut der Kanton wohl gut daran, eine solche Institution noch zu behalten. Dass die Regierung mit der Eigentümerstrategie sagen kann, in welche Richtung es geht, und dass hier mit einem Bericht aufgezeigt werden kann, ob ein Verkauf nun der richtige Schritt ist, wäre für die SVP der richtige Weg. Deshalb unterstützt die SVP ein Postulat und lehnt grossmehrheitlich eine Motion ab.

Beatrice Simon, directrice des finances. Dieses Thema lag in den vergangenen zwei Jahren schon ein paarmal auf meinem Arbeitstisch. Ich könnte Ihnen nun auch während Stunden darüber

berichten, welches die Vor- und welches die Nachteile eines Verkaufs der Bedag wären. Ich weiss aber nicht, ob das der Sache gerecht würde. Denn um diese komplexe Thematik wirklich abschliessend diskutieren zu können, reicht es nicht, eine Motion einzureichen, in der man ein paar Bedingungen stellt, und auf die wir dann antworten. Dafür braucht es doch noch etwas mehr. Wenn man einen so gewichtigen Entscheid fällen will, wie den Verkauf der Bedag, einer Institution, die seit 25 Jahren hervorragende Arbeit leistet und zu 100 Prozent dem Kanton Bern gehört, so braucht man dafür gute Entscheidgrundlagen. Und gerade so einfach, wie Grossrat Köpfli es dargestellt hat, nämlich dass die Fakten auf dem Tisch liegen würden, so einfach ist es definitiv nicht. Deshalb beantragt der Regierungsrat eine Überweisung dieses Vorstosses als Postulat. Wenn Sie diesem Antrag der Regierung folgen, so werde ich mit meinen Leuten in der Finanzdirektion, unter Beizug eines unabhängigen Experten, sofort die entsprechenden Entscheidgrundlagen erarbeiten lassen. Diese Arbeiten werden wir gemeinsam mit den bereits eingeleiteten Arbeiten zur Überprüfung der Eigentümerstrategie des Kantons gegenüber der Bedag ausführen. Zudem – und hier sollte vielleicht auch Grossrat Haas zuhören – (*Monsieur Haas dit que c'est le cas.*) – kann ich Ihnen zusichern, dass sowohl die FiKo wie auch die GPK in geeigneter Weise über die laufenden Arbeiten betreffend der Bedag-Eigentümerstrategie informiert und einbezogen werden. Deshalb ist es richtig, ein Postulat zu überweisen und jetzt nicht schnell in einer «Hauruck-Übung» einen Verkauf zu beschliessen, der sich dann vielleicht im Nachhinein, wenn man über alle Informationen verfügt, als falsch erweist. Ich danke für die Unterstützung des Antrags der Regierung.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Herzlichen Dank für die vielen Voten. Als erstes möchte ich einen Gruss von Patric Bhend ausrichten. Der Grund, weshalb ich keine Stimme aus der SP erhalte, ist, dass er in ärztlicher Behandlung ist: Er muss eine Verletzung am Auge behandeln lassen. Dann möchte ich der Regierungspräsidentin danken. Ich spüre nun eine deutlich grössere Verbindlichkeit bei ihren Ausführungen, als noch in der schriftlichen Stellungnahme. Vor allem aber habe ich von einzelnen Fraktionen, wie SVP und FDP gespürt, dass der Wille da ist, dieses Thema tatsächlich anzugehen. Besonders bedanken möchte ich mich aber bei der EDU, die sich hier als klar und konsequent wirtschaftsliberale Kraft positioniert hat, und die neben der glp als einzige auch eine Motion unterstützen würde. Ich mache es jetzt wie folgt: Das Gute ist ja, dass der Vorstoss zwei Punkte hat. Ich wandle Punkt 1, den Verkauf, in ein Postulat, damit dies geprüft werden kann. Punkt zwei lasse ich als Motion stehen. Denn wenn dieser überwiesen würde, könnte man zumindest einmal in einer ersten Phase die Bedag vom Verwaltungs- ins Finanzvermögen überführen. Das würde dann in einem zweiten Schritt den Verkauf erleichtern. So können auch alle sich so äussern, wie es ihnen beliebt. Und nur noch ein Satz an den Sprecher der SVP: Ich bin überzeugt, wenn man diesen Verkauf beschliesst, wird man den genauen Ertragswert dieser Firma erhalten. Dieser setzt sich aufgrund der bestehenden Aufträge, des Kundenstamms und der Produkte zusammen. Es wird sicher verschiedene private Investoren geben, die interessiert sind, und damit wird einfach ein Marktpreis entstehen. Es kann sein, dass dieser nicht ganz dem entspricht, womit wir die Bedag heute in den Büchern beziffern, da sie noch so eng an den Staat gebunden ist. Aber es wird ein Marktpreis entstehen, der selbstverständlich funktionieren würde.

Le président. Wie Sie gehört haben, werden wir punktweise über den Vorstoss abstimmen. Ziffer 1 wurde in ein Postulat gewandelt, Ziffer 2 wird als Motion aufrechterhalten. Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption du postulat

Oui	113
Non	31
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 2 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 38

Non 104

Abstentions 5

Le président. Sie haben Ziffer 2 der Motion abgelehnt.